

Chère Ayesha,

Je souhaite que toi, le bébé et Kouessi vous soyez en bonne forme.

Je suis en train de lire et d'étudier en ce moment une publication du CRDI pour laquelle la personne principale est Mayetree. La publication est très récente et disponible en ligne aussi. Elle devrait dater de fin 2009. Elle s'appelle je crois : "Justice de Genre, Citoyenneté et Démocratie".

Le livre est un bon document et bien fourni en données et bonnes analyses. Mais le problème est que le concept de transversalité du genre est quelque peu remis en cause, sans aucun fondement à partir de faits réels tirés de la mise en oeuvre du genre par les Etats nationaux ou locaux, voire par les projets et programmes et encore moins par les organisations internationales de coopération multilatérale et Bilatérales.

Je suis pour les remises en cause documentées, suffisamment fournies et argumentées à la fois de façon déductive et inductive, car elles permettent de bien circonscrire, de redéfinir, de reconceptualiser, d'échanger, d'approfondir, de déconstruire pour reconstruire et surtout, dépouiller pour mieux affiner et actualiser à la lumière des avancées pratiques des expériences, pour enrichir et mieux outiller, pour des transformations/changements sociaux toujours plus pointés, participatives par ce que appropriées et appropriables à volonté.

Alors que la démarche des différents documents du livre que je n'ai pas fini d'étudier, bien que se voulant scientifique et de recherche me semble plutôt partir de présupposés, voire de préjugés ou mêmes stéréotypes pour remettre en cause le concept de transversalité du genre.

Or les auteures, selon la présentation faites d'elles et le minimum que je connais d'elles, semblent bien connaître ou avoir des expériences diversifiées de travail avec les institutions citées. Mais ne partent pas de l'évaluation réelle de ce qui a été fait pour poser une hypothèse et scruter le réel sur le terrain et sur les perspectives dégagés sur les documents. A suivre le livre, j'ai plutôt l'impression que c'est plus du plausible à partir de quelques idées ou quelques éléments furtifs que des conclusions sont tirées et corroborées de ci de là. Il se peut que je me trompe, car je ne suis pas aussi fort qu'elles, mais il faut qu'elles me le prouvent ou en tout le démontrent objectivement.

Il me semble dommage que des chercheuses surtout avec une institution qui se veut aussi sérieuse que le CRDI que je connais quelque peu, puissent en arriver à tirer des conclusions aussi hâtives sur la base de quelques développements logiques, pour ne pas dire quelques idées et appréhensions ("xeeñtu" en Ouolof). Les développements logiques sont merveilleux, séduisants et beaux mais ne relèvent que de constructions purement scientifiques dans ce genre de cas. Pour le reste c'est l'argument d'autorité de personnes réputées savantes.

J'aimerais bien que tu lises le livre et si tu en trouves le temps un jour quelconque, car je souhaiterais pouvoir en discuter avec toi, sur la base de la confiance que je te fais et à toi et à la rigueur de ta démarche.

Je vais faire copie de ce mail à Mayetree tout à l'heure avec copie à quelques personnes que je connais au CRDI et au niveau de projets qu'il soutient, mais aussi au Canada et dans quelques autres structures ou universités, pour poser les bases d'une série d'échanges approfondis et documentés sur la question de la transversalité du genre telle que pratiquée par les Etats, les OSC et la coopération bi et multilatérale. Mais aussi assumée par les communautés, les femmes et les filles au premier chef.

Je n'ai pas encore fini l'étude du document, mais j'ai senti le besoin d'exprimer mes premières remarques pour commencer déjà à échanger.

Il serait intéressant qu'une évaluation du comment la transversalité du genre a été prise en compte, surtout et y compris sur le terrain, soit menée aussi bien en Afrique, qu'en Asie et en Amérique Latine, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord.

Il s'agira de choisir un échantillonnage parmi les pays qui disent être en phase avec le genre et ont même élaboré des plans d'action pour cela. Le choix devra porter il me semble aussi, sur des pays comme le Ruanda et la Gambie, mais aussi le Zimbabwe (en plus du Libéria), où l'engagement des Présidents a fait faire des avancées sérieuses sur la question de l'équité et de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Pour la petite histoire, il y'a quelques 5 à 6 ans, Rabia Abdelkrim (une féministe algérienne pointue vivant au Sénégal) et moi avons constaté sur les faits réels que le vocable femme était et est toujours quelque part, en train d'être voilée par le concept genre, après en avoir échangé et surtout qu'un directeur de cabinet disait fièrement, "Nous on ne fait plus femme, on fait genre", sur sa proposition accompagnée d'un texte de base, nous avons élaboré et couché sur papier une petite réflexion intitulée "Le Voile du Genre" que j'avais présentée à une rencontre.

La perspective nette c'étaient d'attirer l'attention clairement sur le fait que l'objet du genre ce n'était pas de cacher la femme, mais tout au contraire de la dévoiler dans les imbrications, implications et conséquences des relations sociales qu'elle entretient avec l'homme dans tous les domaines de la vie publique et privée de tous les jours, pour la consolidation de nos présents et la construction des futurs de l'humanité, de nos futurs.

Le texte est probablement disponible quelque par avec Rabia, Enda ou moi et dans tous les cas peut être réélaboré facilement. Aujourd'hui, on observe même certaine personne dire "Moi je suis sur une démarche scientifique, ce n'est pas la femme qui m'intéresse, c'est le genre qui m'intéresse". Et souvent c'est d'inspiration Etat et coopération internationale (blanc bonnet/bonnet blanc).

Une ironie de l'histoire est constituée par le fait que les 4 organisations qui au sein des Nations s'occupent en priorité de la promotion des femmes pour l'équité de genre et l'égalité à terme entre les hommes et les femmes, ont moins de 1% des ressources financières des NU.

Or donc, ce sont les Nations Unies qui, pour ressortir les inégalités et disparités de genre, leurs sources de pérennisation et les mécanismes de leur perpétuation en vue de leurs changements pour une justice sociale d'égalité entre les sexes, après enquêtes, informaient au début des années 90 que les femmes ont moins de 1% des richesses du monde et moins de 10 % des revenus distribués dans le monde tout en fournissant les 2/3 des heures de travail effectuées dans le monde. Et 20 ans après, on constate les mêmes travers et dégâts en leur sein, pour dire que c'est un véritable analyseur de ce qui se fait au niveau des Etats, la CEDAW/CEDEF, la CDE, la CADBE, Jiomtien, Copenhague, Beijing, Beijing + 5, Beijing + 10 et sous peu Beijing + 15, en passant par Mexico, Nairobi et Caire 94, en plus des OMD.

J'exclue les DSRP qui ne sont en vérité que des politiques de ruine économique, sociale et morale, d'appauvrissement et de déliquescence des Etats du Sud. A ma courte connaissance, aucun pays ne s'est encore développé grâce à l'accompagnement du FMI comme s'en interrogeait le succulent défunt Président Nigérian Abasha. La seule réponse du FMI semble avoir été de souligner que Abasha est un bandit. Ce sur quoi nous pouvons nous accorder tout en demandant : "Mais encore ?".

Où est la prise en compte des questions de genre dans tout cela, sans même parler transversalité du genre. On ne fait le bilan de rien de cela et on demande presque l'abandon du concept comme un effet de traversée d'une mode "dépassée", ainsi que le veut la société de surconsommation actuelle. Les chercheur(e)s doivent éviter de "se faire jouer à ce jeu", de danser seulement au rythme des autres.

Comme le fait remarquer ma sœur Fat Kiné Camara de l'UCAD, non seulement des chemins doivent être balisés, des principes dégagés, mais il faut les codifier sous forme de lois à incorporer dans toutes les législations nationales et se battre et mobiliser et se battre ensemble pour leur respect rigoureux comme fondement de tout Etat de Droit. Elle vient juste de le réaffirmer à chaque occasion que lui ont offert les 2 jours de revue de la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG) au Sénégal qui se sont tenus les 15 et 16 février 2010.

La question de l'équité que certaines féministes du Nord disent ne pas pouvoir mesurer et donc ne peuvent pas en parler, voire doivent la combattre, mais surtout de l'égalité et de leur comment, reste un écueil titanesque à laquelle l'évaluation des mises en œuvre des politiques qui se sont voulues et ou se sont dites gendersensibles au travers de leurs traductions en actes pratiques, dispositions, mesures et lois, devra apporter des éclairages.

Sur tous ces axes, entre autres, il nous faudrait proposer des lignes de travail et d'action.

Au nom du Seigneur du "Bonfin" Dixit Georges Amado

Bonne Fin de semaine

Salutations Cordiales

**Ton Daouda Diop
(221) 77 654 25 83
daoudagenredo@yahoo.fr**